

Journal de 20 heures
Epidémie de choléra à Goma. Les Français
creusent des fosses. Sarkozy : « Il faut que tout
le monde s’y mette pour que les combats
cessent »

France 2, 20 juillet 1994

Q : Est-ce que l’opération de la France a servi à quelque chose au Rwanda ?

Nicolas Sarkozy - « Quand on voit ça, on est bouleversé et c’est bien pour cela que la France a agi et est intervenue. La question qu’on devrait se poser, c’est : pourquoi sommes-nous les seuls, mis à part quelques amis africains qui ont envoyé des hommes, de la logistique et du matériel ? Pourquoi croyez-vous que le Premier ministre a été il y a quelques jours encore plaider devant le Conseil de sécurité pour appeler l’attention de la Communauté internationale ? Il faut que, d’urgence, tout le monde s’y mette pour que les combats cessent et que l’aide humanitaire, ainsi que les moyens en hommes, puissent arri-

ver pour que les associations humanitaires puissent intervenir. Imaginez ce que seraient ces images s’il n’y avait pas la zone de sécurité et si les soldats français de l’opération Turquoise n’avaient pas fait ce qu’ils ont fait. Quand vous pensez qu’il y a eu un début de polémique pour savoir si la France devait intervenir ! Mais quand on voit les images, on est révolté, on se dit que par logique, par honneur, par morale, l’ensemble de la Communauté internationale aurait dû intervenir à nos côtés. Je ne me pose pas la question de l’utilité de l’intervention de la France, mais pourquoi sommes-nous seuls. »

Q : Quels ministères vont faire les sacrifices nécessaires à la réalisation des 25 milliards

d'économie ?

Nicolas Sarkozy - « D'abord peut-être un mot pour dire pourquoi nous avons trouvé un déficit de 343 milliards de francs. Pour donner un ordre de grandeur, la totalité des recettes annuelles de l'impôt sur revenu est de 310 milliards. A la demande du Premier ministre, j'ai ramené ce déficit pour l'année 94 de 343 milliards à 301 milliards, soit 42 milliards d'économie. Le Premier ministre m'a demandé de faire encore 26 milliards d'économie pour en faire en sorte que le déficit soit de 275 milliards. »

Q : Qui va faire des économies ? H. DE CHARETTE a dit ce soir « on est entré pauvre et l'on ressort fauché » ?

Nicolas Sarkozy - « C'était une boutade, et il est bon de faire de l'humour. C'est une formule et elle est plaisante. Qui va faire les économies ? La France a un budget de 1 500 milliards, il faut absolument que l'Etat réduise son train de vie. Les instructions qui m'ont été données par le Premier ministre sont que, par exemple, tous les budgets de fonctionnement, strictement de fonctionnement, de tous les ministères soient en diminution dans le budget 1995. Qu'y a-t-il comme enjeu derrière ? Ce n'est pas une question théologique, dogmatique, idéologique mais plutôt une question très pratique. Si nous ne maîtrisons pas la dépense publique, il faudra augmenter les impôts. Si nous

augmentons les impôts, les contribuables pourront moins consommer et les entreprises pourront moins investir. C'est mauvais pour l'emploi. Si nous laissons filer l'endettement et les déficits, les taux d'intérêt vont augmenter et c'est mauvais pour la croissance comme pour l'emploi. Nous avons réussi à retrouver le chemin de la croissance, il faut consolider la croissance et par conséquent, il est nécessaire que nous fassions des économies avec le train de vie de l'Etat. »

Q : Mais la dette publique ne s'accroît-elle pas pendant ce temps ?

Nicolas Sarkozy - « Mais bien sûr, je ne suis pas venu dire le contraire. Même avec un déficit, qu'à la demande du Premier ministre je réduirais à 275 milliards, cela voudra dire que l'an prochain, il y aura 275 milliards de dette en plus. C'est bien pour cela qu'il faut agir et agir tout de suite. Quand une famille dépense plus qu'elle gagne, cela finit mal. C'est pareil pour l'entreprise et c'est pareil pour l'Etat. Cela fait dix ans que le déficit augmente grâce à la gestion socialiste. Quand vous pensez que l'année avant notre arrivée au pouvoir, les socialistes ont fait voter au Parlement un déficit de 165 milliards ... il était donc venu le temps de serrer un peu les choses. »

Q : Considérez-vous qu'E. BALLADUR soit arrivé à maîtriser les déficits publics ?

Nicolas Sarkozy - « Je suis ministre du Budget, les instructions du Premier ministre seront respectées. Lorsqu'il me fixe un objectif pour tenir les dépenses et pour maîtriser les déficits, c'est ce qui se passera. Juste un exemple. En 1993, j'ai fait voter un déficit et, en exécution, c'est bien ce qui s'est passé. Ce que nous présenterons au Parlement, ce sera la réalité. Il faut dire les choses de la manière la plus transparente qui soit. Ce n'est pas une querelle d'experts, nous ne voulons pas que l'Etat vive sur un train dont il n'a pas les moyens. »

Q : Etes-vous prêt à reconquérir la commission Raynaud ?

Nicolas Sarkozy - « C'est plaisant. il y a quelques mois, M. EMMANUELLI lui-même n'avait pas de mots assez durs pour stigmatiser cette commission Raynaud mise en place par E. BALLADUR, expliquant qu'elle était composée de gens en qui on ne pouvait pas avoir confiance. Aujourd'hui, il demande sa réunion. Mais pourquoi une commission Raynaud ? Que la Commission des finances de l'Assemblée nationale, qui a rendu un satisfecit au gouvernement sur la gestion des comptes, donne son avis. Quant à l'augmentation de la dette, les socialistes, et notamment H. EMMANUELLI qui a été un éphémère Secrétaire d'Etat au Budget, sont des spécialistes en la

matière et je n'aurais guère le goût de jouter avec eux sur un domaine qu'ils connaissent parfaitement. Avec eux, on est passé d'un déficit de 90 milliards à un déficit de 343 milliards. Même avec toute la bonne volonté du monde, je ne pourrais pas faire aussi mal. »

Q : Dans la majorité, certains réclament un coup de pouce qui creuserait le déficit public, vous n'y êtes pas favorable ?

Nicolas Sarkozy - « Non, parce que ce coup de pouce, à quoi servirait-il de le donner si, dans le même temps, l'Etat doit prendre davantage dans la poche du contribuable ; à quoi servirait-il d'augmenter les impôts ? Au contraire, il faut que nous maîtrisions la progression des impôts et si possible que nous les diminuions de façon à ce que chacun puisse consommer davantage. »

Q : Sur ce point, où en êtes-vous ?

Nicolas Sarkozy - « Dans le cadre de la procédure budgétaire, le mois de juillet est pour les arbitrages sur les dépenses, le mois d'août pour les recettes, le mois de décembre pour la synthèse. Il y aura des allègements de charges ou de prélèvements dans le budget de 1995, nous attendons les arbitrages du Premier ministre pour les choisir. »